



La Roquebrussanne

DEPARTEMENT DU VAR

ARRETE MUNICIPAL N°181/2022

Portant autorisation de circulation

Le Maire de la Roquebrussanne,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1, L. 2213-2 al 1 et L.2122-18.

VU le Code de la Route, notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.411-8, R.411-25 à R.411-28 et R.422-4,

VU le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R.141-3,

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription absolue -approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifié),

VU l'arrêté municipal n°2020/081 du 23 mai 2020 portant délégation de fonctions et de signatures au 3^{ème} adjoint, monsieur Jean-Pierre GOUJON,

VU l'arrêté municipale n°02/2020 en date du 20 octobre 2020 relatif aux règles de circulation et de stationnement,

Considérant la demande formulée le lundi 17 juillet 2023, par monsieur Kevin PARENT et madame Sandra BAILLY DE BIN au profit des sociétés « COSTAMAGNA » et « URBAVAR », visant à obtenir dérogation à la limitation de tonnage dans le cadre d'une livraison de matériaux sis 1652 chemin des Molières à la Roquebrussanne,

Considérant qu'une demande ponctuelle et justifiée n'entache pas la légitimité de l'interdiction qui vise à préserver le domaine public,

Considérant qu'il est nécessaire de pourvoir à la sécurité de l'ensemble des usagers de la voie publique.

ARRETE

ARTICLE 1 :

Les sociétés « COSTAMAGNA » et « URBAVAR » sont autorisées à déroger à la limitation de tonnage dans le cadre de livraisons de matériaux sis 1652 chemin des Molières à la Roquebrussanne du mercredi 19 juillet 2023 au vendredi 30 décembre 2023 de 08h00 à 18h00 les jours ouvrables. Les entreprises sont autorisées à circuler avec des véhicules de type poids-lourd d'un **PTAC n'excédant pas 19 tonnes**.

ARTICLE 2 :

Cette autorisation est valable exclusivement sur l'itinéraire suivant : RD5, puis RD 64 et chemin des Molières, inversement pour le retour.

Tout itinéraire différent et/ou non communiqué sera considéré comme non autorisé.

Une circulation non autorisée sera sanctionnée conformément à l'article R411-17 du Code de la Route.

ARTICLE 3 :

Les permissionnaires ainsi que les conducteurs responsables des véhicules, veilleront à préserver les droits des tiers, seront et demeureront entièrement responsable de tous les incidents et accidents qui pourraient survenir du fait de leurs activités. Ils veilleront par tous moyens à la sécurité des usagers.

Ils veilleront à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation. Les revêtements de chaussées dégradés lors de l'intervention, et tout autre élément constituant la voirie au sens large (corps et surface des trottoirs et accotements, corps de chaussée), sont remis à l'état d'origine avant la fin des travaux (qualité des façons, matériaux utilisés, substrat, revêtements).

En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en états aux frais exclusifs du permissionnaire.

ARTICLE 4 :

La présente autorisation est révoquée à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par le permissionnaire, des conditions précitées, ou pour une raison d'intérêt général.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté sera affiché en mairie où le public pourra le consulter aux heures d'ouverture.

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de monsieur le Maire, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification et/ou publication. L'absence de réponse au terme de deux mois valant rejet implicite.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Toulon, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification et/ou publication ou à compter de la réponse de la commune si un recours gracieux a été déposé.

ARTICLE 7 :

Monsieur le Maire de La Roquebrussanne, Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie du Var et la Police Municipale de la commune de La Roquebrussanne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 8 :

Le présent arrêté est dispensé de transmission au représentant de l'Etat en application de l'article L.2131-2 et suivant du Code Général des Collectivités Territoriales. Il est exécutoire dans les conditions prévues par l'article L. 2131-1 dudit code.

Fait à La Roquebrussanne, le mercredi 19 JUILLET 2023

Le Maire
Michel GROS
Et par délégation du Maire
Monsieur Jean-Pierre GOUJON, 3^{ème} adjoint

